L'orientation scolaire et professionnelle

40/3 | 2011

Quelle insertion pour les publics dits de "bas niveau de qualification" ? - I

Introduction

Quelle insertion pour les publics dits de « bas niveau de qualification » ?

Witch insertion for the public of low level of qualification?

Christine Delory-Momberger et Jérôme Mbiatong

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/3547>

DOI : 10.4000/osp.3547

ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Christine Delory-Momberger et Jérôme Mbiatong, « Introduction », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 40/3 | 2011, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 22 octobre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/osp/3547> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/osp.3547>

Ce document a été généré automatiquement le 22 octobre 2020.

© Tous droits réservés

Introduction

Quelle insertion pour les publics dits de « bas niveau de qualification » ?

Witch insertion for the public of low level of qualification?

Christine Delory-Momberger et Jérôme Mbiatong

- 1 Les personnes dites de bas niveau de qualification (BNQ)¹ constituent une part significative des publics touchés par l'éloignement du travail et la précarité professionnelle. En France en 2009, sur un taux de chômage moyen de 9,1 %, celui des ouvriers non qualifiés est de 19,9 % et représente un taux 5,3 fois plus élevé que celui des cadres². Bien qu'elle ne soit pas exclusive, il y a une corrélation directe entre l'accès à l'emploi durable et le niveau de formation, comme le montre le taux de chômage des jeunes sortis du système scolaire sans diplômes : selon la dernière *Enquête Génération 2007-2010* du Céreq (2011), sur les 739 000 jeunes sortis de formation initiale en 2006-2007, un sur six n'a aucun diplôme ; après trois ans de vie active, alors que le taux de chômage moyen des jeunes est de 18 %, celui de jeunes de niveau V (BEP/CAP) est de 24 %, celui des non diplômés de 40 %.³
- 2 Les transformations sociales et économiques des dernières décennies ont eu pour conséquence d'accentuer la précarisation professionnelle des publics de faible ou bas niveau de qualification. D'une part, des choix et des contraintes de politiques économiques et d'organisation du travail, une conjoncture économique marquée par des crises successives ont rendu plus difficiles les conditions d'accès à l'emploi et ont fait du chômage et de la précarité professionnelle des réalités structurelles ; d'autre part, la hausse générale des niveaux de diplômes et de formation s'est traduite, particulièrement en France, par une tendance à l'inflation scolaire (Duru-Bellat, 2006) et par un phénomène de « déclassement » qui touche un nombre toujours plus important de personnes occupant un emploi « en-dessous de leurs qualifications » (Peugny, 2010). L'évolution différentielle du niveau de qualification des personnes et du niveau de qualification des emplois – le premier évoluant plus vite que le second – entraîne un déséquilibre de la relation formation-emploi qui se répercute sur toutes les catégories d'emploi et dans tous les secteurs d'activités, aux dépens des personnes les moins formées et qualifiées.

- 3 Si les personnes de BNQ sont une des premières cibles des politiques d'insertion et si elles constituent de fait la part la plus importante de leurs « bénéficiaires », les mesures et dispositifs mis en place ne parviennent pas cependant à réintégrer dans l'emploi une grande partie de ces publics qui viennent grossir les cohortes de personnes dites « inemployables », exclues de toutes les reprises économiques. Comme le constate le Rapport du Conseil économique, social et environnemental (2008), « le bilan de la politique d'insertion apparaît mitigé. De manière persistante, les difficultés d'insertion professionnelle en France restent aigües, particulièrement pour les jeunes ayant les plus faibles niveaux de qualification. » (p. 26) Quant au « Grenelle de l'insertion » (2008), faisant état « des insuffisances, des interrogations, des inefficiences » des politiques d'insertion, il en appelle à « poser les fondements d'une nouvelle stratégie pour l'insertion » et parmi les orientations préconisées, il invite en particulier à « la mise en œuvre d'un système d'actions coordonnées pour ne plus laisser sans solution les jeunes sortant sans qualification du système scolaire » (*Rapport général*, p. 7 et p. 34).
- 4 Ce numéro thématique n'a pas vocation à indiquer des solutions aux problèmes extrêmement complexes posés par l'insertion sociale et professionnelle en général et par celle des personnes de bas niveau de qualification en particulier. Son ambition, plus restreinte, est d'interroger et, autant que faire se peut, d'évaluer, par le biais d'études empiriques, les politiques, les dispositifs, les instruments qui se donnent pour objet de répondre à l'exclusion et à la précarité professionnelle et de remettre dans une dynamique d'activité sociale et professionnelle les publics peu ou non qualifiés.
- 5 La perspective ainsi engagée ne peut se concevoir sans une remise en contexte des réalités systémiques auxquelles renvoient les notions de « qualification » et d'« insertion ». La formulation utilisée jusqu'ici de « publics de bas niveau de qualification » (même modalisée par un pudique correctif « dits de ») ne laisse entrevoir qu'un aspect de la question et tend à occulter, en le « déshistoricisant » et en le naturalisant, l'ensemble du système de rapports économiques et sociaux dans lequel vient prendre place la dimension individuelle de la formation des personnes et de leur qualification. On le sait depuis Pierre Naville (1956), la hiérarchisation des qualifications est incompréhensible hors de la structure sociale d'ensemble dans laquelle elle prend forme, qui relie système éducatif, système productif, système social, etc. La qualification n'est pas une donnée en soi et pour soi, elle est un construit historique et social qui demande à être défini dans un système d'interdépendances.
- 6 Plus concrètement, la qualification est le résultat d'une mise en relation entre trois types d'ordonnancement relatifs au travail, à l'emploi et à la personne. José Rove (2009) la définit ainsi : « La qualification est une construction sociale qui articule trois registres différents renvoyant aux qualités des personnes, aux contenus des activités et aux modes de classification de l'emploi. » (p. 9). Le premier élément, précise Rove, est le travail effectué ou l'activité de travail : la qualification est en effet liée au contenu du travail et aux conditions dans lesquelles il s'exerce, qui sont principalement définis au niveau des entreprises et où les processus technologiques et les modes de répartition du travail jouent un rôle déterminant. Le deuxième élément est l'emploi : ici, la qualification est d'abord salariale puisque l'on associe à chaque emploi un salaire et des formes spécifiques de rémunération (et de reconnaissance), renvoyant à des classifications qui résultent d'un jeu d'acteurs (employeurs, syndicats, pouvoirs publics) à plusieurs niveaux (le cadre national, la branche, l'entreprise) contribuant à la partition des qualifications. Enfin, la qualification peut être examinée du point de vue

des personnes : elle recouvre alors l'ensemble des connaissances, qualités, capacités, habiletés et compétences – acquises par la formation initiale, par l'expérience sociale de la personne, mais aussi par la formation en cours d'emploi et par l'expérience professionnelle – potentiellement utilisables en situation de travail.

- 7 Dès lors, s'interroger sur les modalités de l'insertion des personnes de BNQ, c'est prendre en compte l'ensemble de ces registres relatifs à la formation, au travail et à l'emploi, et c'est tenter de mesurer, dans les politiques, les dispositifs et les instruments mis en œuvre, celles et ceux qui sont les plus capables d'agir et d'interagir de manière efficiente pour peser séparément ou conjointement sur un système d'interdépendances historiquement et socialement construit. Comme le rappelle Claude Dubar (2001), « dire que l'insertion professionnelle est socialement construite, c'est dire plusieurs choses en même temps : qu'elle est historiquement inscrite dans une conjoncture (économique et politique) ; qu'elle est dépendante d'une architecture institutionnelle qui traduit des relations spécifiques (à un espace sociétal) entre éducation, travail et rémunération ; qu'elle est dépendante des stratégies d'acteurs y compris de celles des personnes concernées ; que ces dernières sont elles-mêmes liées à des trajectoires biographiques et notamment à des inégalités sociales de réussite scolaire » (p. 34).
- 8 Dans cette perspective, les modalités d'insertion visant à favoriser l'accès à l'emploi doivent être analysées et, si possible, appréciées en tant qu'elles agissent principalement à deux niveaux d'intervention : au niveau individuel des qualifications et des compétences, des parcours biographiques et des stratégies d'acteurs ; au niveau des pratiques collectives de l'entreprise, de l'organisation du travail, du marché de l'emploi. S'agissant de publics dits de bas niveaux de qualification, cet objectif analytique et évaluatif recouvre un ensemble de questions directes et concrètes : comment faire en sorte que la relation d'emploi débouche pour ces publics sur autre chose que sur la précarité et l'exclusion ? La faible efficacité des dispositifs d'insertion peut-elle être uniquement attribuée aux conditions générales du marché du travail et aux modes de gestion de l'entreprise ou doit-elle être recherchée dans les pratiques des acteurs eux-mêmes ? Autrement dit, l'insertion peut-elle donner à ces personnes les moyens professionnels et agir sur les dispositions personnelles qui leur permettent un meilleur accès à l'emploi ?
- 9 Le présent numéro thématique est scindé en deux volumes. Le premier est davantage centré sur l'évaluation des dispositifs et des instruments, le second sur l'évaluation des politiques d'insertion sociale et professionnelle.
- 10 Dans ce premier volume, Martine Roques, examinant les critères selon lesquels appréhender les dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi, distingue entre des critères centrés sur l'individu (dimensions psychologiques de l'estime de soi et du sentiment d'efficacité personnelle) et des critères centrés sur le système social et sur l'environnement de travail (dimensions psychosociales de la relation à l'emploi) ; elle vise ainsi à évaluer les logiques à l'œuvre selon l'une et l'autre de ces orientations et leur efficience dans la dynamique d'accès à l'emploi en fonction des publics considérés. Catherine Ruffin-Beck et Claude Lemoine, à partir d'une recherche menée en partenariat avec des centres de bilan de compétence (CIBC), se proposent d'identifier les effets différenciés du « bilan de compétence » pour des publics de faibles niveaux de qualification, selon que ces effets sont examinés sous une double variable : d'une part, en termes de connaissance de soi, de potentialités personnelles et professionnelles ; d'autre part en termes de *proactivité*, c'est-à-dire de capacité

d'initiative et d'action du sujet dans la recherche d'opportunités et de réponses à ses difficultés d'emploi. Nadia Ferec, Pascal Pansu, Jacques Py et Alain Somat présentent les résultats d'une étude visant à évaluer un programme de formation à la « clairvoyance normative » ; l'objet de ce programme est de faire acquérir aux demandeurs d'emploi des stratégies d'auto-présentation efficaces, en leur apprenant à analyser la valeur sociale des énoncés et des comportements normatifs attendus des employeurs et des évaluateurs dans le cadre d'une société d'économie libérale ; l'accent est mis en particulier sur la norme d'internalité en tant que valorisation sociale des explications qui accentuent le poids de l'acteur comme facteur causal. Enfin, Elsa Eme, Nicolas Nantes et Christine Delliaux proposent un bilan des études portant sur l'analyse des capacités cognitives et linguistiques associées aux difficultés des adultes qui n'ont pas réussi à acquérir au cours de leur scolarité une capacité de lecture et d'écriture et sur les implications de cet illettrisme fonctionnel pour la formation de ces publics en vue de leur insertion socioprofessionnelle.

BIBLIOGRAPHIE

CEREQ (2011). Enquête Génération. Premiers résultats de l'enquête 2010 auprès des jeunes sortis de formation initiale en 2007. Paris : Ministère de l'Éducation Nationale.

CESE (2008). 25 ans de politique d'insertion des jeunes : quel bilan ? Avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par Mme Catherine Dumont au nom de la section des affaires sociales.

Dubar, C. (2001). La construction sociale de l'insertion professionnelle. *Éducation et sociétés*, 7, 23-36.

Duru-Bellat, M. (2006). *L'inflation scolaire. Les désillusions de la méritocratie*. Paris : Seuil.

Haut Commissariat aux solidarités actives contre la pauvreté (2008). *Rapport général du Grenelle de l'insertion*. Paris : La Documentation française.

INSEE (2010). *France, portrait social*. Paris : Insee.

Naville, P. (1956). *Essai sur la qualification du travail*. Paris : Marcel Rivière.

Peugny, C. (2010). *La montée du déclassement*. Paris : La Documentation française.

Rove, J. (2009). *La « non qualification » : question de formation, d'emploi ou de travail ?* Marseille : Céreq.

NOTES

1. En première analyse, sont ainsi désignées les personnes dont la formation correspond aux niveaux suivants dans la nomenclature des niveaux de formation : niveau VI (pas de formation au-delà de la fin de la scolarité obligatoire), niveau V bis (formation d'une durée maximum d'un

an au-delà du premier cycle de l'enseignement du second degré, du niveau du certificat de formation professionnelle), niveau V (niveau de formation équivalent à celui du BEP ou du CAP).

2. Source INSEE : *France, portrait social. Edition 2010*. Fiches thématiques Travail, Emploi.

3. « De fait, les non diplômés ont des trajectoires d'insertion marquées par un éloignement durable de l'emploi ou par une alternance entre périodes de non-emploi et périodes d'emploi. Ils sont les plus pénalisés par la sélectivité du marché du travail, laquelle profite aux diplômés, parfois recrutés sur des postes moins qualifiés que les non diplômés pourraient occuper. Quand ils travaillent, c'est souvent sur des contrats précaires, des missions d'intérim ou des contrats à durée déterminée. Ces contrats sont les premiers volets d'ajustement des employeurs lors d'un retournement conjoncturel. » (Céreq, 2011, p. 6)

AUTEURS

CHRISTINE DELORY-MOMBERGER

est professeur en sciences de l'éducation. Thèmes de recherche : biographisation des parcours, conditions et usages de la parole de soi, dispositifs de formation. Contact : Université Paris 13/Nord, Centre EXPERICE Paris 13/Nord-Paris 8. Université Paris 13/Nord, UFR LSHS - 99 avenue Jean-Baptiste Clément – 93430 Villetaneuse. Courriel : delory@univ-paris13.fr

JÉRÔME MBIATONG

est docteur en sciences de l'éducation, Université Paris 13/Nord, Centre EXPERICE Paris 13/Nord-Paris 8. Thèmes de recherche : insertion sociale et professionnelle, dispositifs d'insertion, savoirs d'expériences, analyse des pratiques. Courriel : mbjerome@yahoo.co.uk